

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 21 juin 2017

T-PD(2017)RAP34Abr\_fr

**COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES  
À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

**34<sup>ème</sup> réunion plénière**

Strasbourg, 19-21 juin 2017

---

**RAPPORT ABRÉGÉ**

Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit

1. Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel [STE n° 108, ci-après « la Convention 108 »], établi en vertu de l'article 18 de la Convention 108, a tenu sa 34<sup>ème</sup> réunion plénière<sup>1</sup> à Strasbourg du 19 au 21 juin 2017, sous la présidence de Mme. Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour tel qu'adopté par le Comité et la liste des participants figurent en Annexes 1 et 2.

Le Comité :

2.1. prend note des informations communiquées par M. Patrick Penninckx, Chef du service de la société de l'information au regard notamment des autres activités de l'Organisation qui sont d'intérêt pour les travaux du Comité ;

2.2. prend note de l'état d'avancement de la modernisation de la Convention 108 et appelle à la finalisation urgente de ces travaux par le Comité des Ministres ;

2.3. prend note de l'état des signatures, des ratifications et des adhésions à la Convention 108 et à son Protocole additionnel, et en particulier des points d'information présentés par le Consul de Tunisie à Strasbourg, M. Mohamed Trabelsi, au regard de la ratification de la Convention par la Tunisie et des travaux en matière législative ;

2.4. examine le projet de recommandation en matière de protection des données relatives à la santé, tient un échange de vues avec l'expert, Mme Jeanne Bossi Malafosse, et convient qu'une version révisée du projet de recommandation sera soumise à commentaires écrits pour finalisation et adoption lors de la prochaine réunion plénière ;

2.5. examine le projet de guide pratique sur l'utilisation des données à caractère personnel par la police, procède à un échange de vues avec l'expert M. David Allen, et convient qu'une version révisée sera soumise à commentaires écrits préalablement au lancement de la procédure d'adoption du guide par procédure écrite ;

2.6. prend note des informations apportées par la Présidente sur l'échange automatique de données personnelles en matière fiscale et les implications en matière de protection de données des normes applicables, chargeant son Bureau de poursuivre le suivi de ce dossier, en tenant compte du travail mené en la matière par le Groupe de travail de l'Article 29 ;

2.7. prend note des informations sur la coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe et, en particulier, sur les travaux du Comité ad hoc sur le droit des enfants (CAHENF), du Comité Directeur Média et Société de l'Information (CDMSI) et de son Comité d'experts sur les intermédiaires internet (MSI-NET), du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (TC-Y), ainsi que sur le « Plan d'action sur le crime organisé transnational » adopté par le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), et sur les travaux de l'Assemblée parlementaire et du Comité de bioéthique (DH-BIO) ;

2.8. prend note des informations fournies par le Secrétariat relatives aux programmes de coopération mis en œuvre en matière de protection des données ;

2.9. examine le projet d'avis sur la demande d'adhésion de l'Argentine (document T-PD(2017)17) et convient de soumettre le projet à adoption par procédure écrite après la réunion plénière ;

---

<sup>1</sup> 81 participants au total, 39 hommes, 42 femmes.

2.10. prend note des principaux développements en matière de protection des données survenus au niveau national et international depuis sa dernière réunion plénière (informations compilées dans le document T-PD 2017(08)Mos), à savoir notamment l'adoption d'une résolution sur la modernisation de la Convention 108 par la Conférence européenne des autorités de protection des données (Limassol, 27-28 avril 2017), ainsi que les travaux menés au sein d'ICANN ;

2.11. adopte son programme de travail 2018-2019 (document TP-D(2017)WP2018-2019) soulignant combien les actions envisagées sont nécessaires et prioritaires ;

2.12. adopte les amendements proposés au règlement intérieur du Comité (document T-PD(2017)regl) ;

2.13. prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant la tenue de la Journée de la Protection des données ;

2.14. se félicite de l'admission en qualité d'observateurs au sein du Comité de la République de Corée, du Japon et de la République des Philippines et prend note des informations fournies par les représentants de ces pays ;

2.15. procède à l'élection de Maria Michaelidou (Chypre) en qualité de membre du Bureau ;

2.16. confirme que les prochaines réunions du Bureau se tiendront respectivement à Paris du 11 au 13 septembre et à Genève du 18 au 20 décembre et que la prochaine réunion plénière du Comité se tiendra à Strasbourg du 22 au 24 novembre 2017.

## ANNEXE I.

### ORDRE DU JOUR

Strasbourg, le 27 avril 2017

T-PD34(2016)OJ

#### COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL [ETS n° 108]

(T-PD)

34<sup>ème</sup> réunion plénière  
Conseil de l'Europe, Strasbourg (salle 2.)

Du 19 juin 2017 – 14h00  
au 21 juin 2017– 13h00

### ORDRE DU JOUR

#### 1. Ouverture de la réunion

• <u>T-PD(2016)RAP33Abr</u>	Rapport abrégé de la 33 <sup>ème</sup> réunion du Bureau (Strasbourg, 29 juin-1 juillet 2016)
• <u>T-PD-BUR(2016)39RAP</u>	Rapport abrégé de la 39 <sup>ème</sup> réunion du Bureau (Paris, 5-7 octobre 2016)
• <u>T-PD-BUR(2016)40RAP</u>	Rapport abrégé de la 40 <sup>ème</sup> réunion du Bureau (Strasbourg, 30 novembre-2 décembre 2016)
• <u>T-PD-BUR(2016)41RAP</u>	Rapport abrégé de la 41 <sup>ème</sup> réunion du Bureau (Paris, 29-31 mars 2017)
• <u>T-PD(2016)WP</u>	Programme de travail du T-PD 2016-2017
• <u>T-PD(2014)Rules</u>	Règlement intérieur

#### 2. Adoption de l'ordre du jour

#### 3. Communication du Secrétariat

M. Patrick Penninckx, Chef du Service de la société de l'information

#### 4. Modernisation de la Convention 108

*Action requise* : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.

- Propositions de modernisation Version consolidée de la Convention modernisée
- Projet de rapport explicatif Projet de rapport explicatif de la Convention 108 modernisée
- T-PD(2016)01 Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)
- T-PD-BUR(2013)02Rev5 Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)

## 5. Etat des signatures, ratifications et adhésions

*Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.*

- Convention 108: tableau des signatures et ratifications
- Protocole additionnel: tableau des signatures et ratifications

## 6. Protection des données relatives à la santé

Expert: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Paris, France.

*Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et examinera la version révisée du projet de Recommandation mais également les commentaires écrits reçus en vue de finaliser le projet de Recommandation (le projet d'exposé des motifs sera préparé lors de la 35<sup>ème</sup> réunion plénière et les deux textes seront soumis au Comité pour approbation lors de cette réunion).*

• <u>T-PD(2017)03</u>	Projet de Recommandation en matière de protection des données relatives à la santé
• T-P(2017)04Mos	Compilation des commentaires reçus
• <u>T-PD(2015)07</u>	Rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse
• <u>Recommandation N° R (97) 5</u>	sur la protection des données médicales

## 7. Protection des Données et Police

Expert: M. David Allen, Royaume-Uni (sous réserve de confirmation).

*Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et examinera le projet de guide pratique, ainsi que les commentaires écrits reçus afin de finaliser le guide en vue d'une adoption ultérieure.*

- T-PD(2016)02Rev5 Projet de guide pratique sur l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police

- T-PD(2017)06 Compilation des commentaires reçus
- T-PD(2013)11 Recommandation No. R (87)15 « Vingt-cinq ans après : rapport final » par Joseph A. Cannataci (en anglais uniquement)
- Recommandation N° R (87) 15 Recommandation No. R(87) 15 visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police

## 8. Echange automatique de données

*Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par la Présidente et le Secrétariat.*

• <u>Lettre</u>	Lettre de la Présidente du Groupe de travail de l'Article 29 à l'OCDE
• <u>Lignes Directrices du G29</u>	Lignes directrices du Groupe de l'Article 29 sur les critères permettant d'assurer la conformité avec les exigences de la protection des données dans le cadre de l'échange automatique des données personnelles à des fins fiscales (en anglais uniquement)
• <u>T-PD(2014)05</u>	Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales
• <u>T-PD-BUR(2014)01</u>	Rapport sur les implications pour la protection des données d'un recours croissant à des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à caractère personnel à des fins administratives et fiscales, ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la corruption

## 9. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe

*Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.*

- **Comité Directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)**  
  - ▶ MSI-NET
- **CAHENF**
- **Cybercrime (T-CY)**
- **CODEXTER**
- **Comité de Bioéthique (DH-BIO)**
- **Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC)**  
  - Plan d'action (2016-2020) sur le crime organisé transnational (en anglais seulement)

- **Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe**

Recommandation 2102 (2017) – «La convergence technologique, l'intelligence artificielle et les droits de l'homme»

## 10. Projet de coopération

*Action requise:* Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.

• <u>HELP in the 28</u>	Protection des données et droit au respect de la vie privée
• <u>Document d'information</u>	Projets de coopération du CdE dans le domaine de la protection des données

## 11. Avis

*Action requise:* Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.

• T-PD(2017)07	Compilation des avis
----------------	----------------------

## 12. Programme de travail 2018-2019

*Action requise:* le Comité examinera le programme de travail tel que proposé par le Bureau et l'approuvera.

• T-PD(2017)WP	Programme de travail 2018-2019
----------------	--------------------------------

## 13. Règles de procédure

*Action requise:* Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat et échangera des points de vue sur les moyens d'améliorer l'efficacité et les méthodes de travail du Comité, en examinant les modifications proposées au Règlement intérieur.

• <u>T-PD(2017)regl-prov</u>	<u>Règlement intérieur du T-PD</u>
------------------------------	------------------------------------

## 14. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données

*Action requise:* Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.

• Conférence européenne des autorités de protection des données, Limassol, 27-28 avril 2017	
• T-PD(2017)08Mos	Information sur les développements récents intervenus dans le domaine de la protection des données au niveau national
• T-PD(2017)09	Compilation des actualités du site web

## 15. Journée de la protection des données

*Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.*

- DPD(2017)Compil\_mos            Compilation des formulaires de la Journée de protection des données 2016

## 16. Commissaire à la protection des données personnelles

*Action requise: le Comité prendra note des informations présentées par la Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe.*

- Rapport d'activité (en anglais uniquement)
- Règlement du Secrétaire Général

## 17. Observateurs

*Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs et le secrétariat.*

- T-PD(2017)10                    Observateurs - Etat des lieux et critères d'admission

## 18. Elections

*Action requise: le Comité procédera aux élections.*

- T-PD(2017)11                    Mémoire concernant les élections (nouveau! 30 05 2017)

## 19. Prochaines réunions

*Action requise : Le Comité prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions.*

## 20. Questions diverses



## **ANNEXE II.**

### **LISTE DES PARTICIPANTS**

Strasbourg, 21 June / juin 2017

T-PD(2017)LP

#### **CONSULTATIVE COMMITTEE OF THE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF INDIVIDUALS WITH REGARD TO AUTOMATIC PROCESSING OF PERSONAL DATA [ETS 108]**

#### **COMITE CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES A L'EGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL [STE 108]**

#### **34<sup>th</sup> meeting / 34<sup>ème</sup> réunion**

Strasbourg, 19-21 June / juin 2017  
Palais de l'Europe, Room / salle 2.

### **LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS**

#### **MEMBERS / MEMBRES**

##### **ALBANIA / ALBANIE**

Besnik Dervishi, Commissioner

Ardita Shehaj, Director of the Department of the Right to Information

##### **ANDORRA / ANDORRE**

Anna Cadena, Inspectora de l' Agència Andorrana de Protecció de Dades, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, 5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

Joan Crespo, Inspectora de l' Agència Andorrana de Protecció de Dades, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, 5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

##### **ARMENIA / ARMENIE**

Shushan Doydoyan, Head of the Personal Data Protection Agency, RA Ministry of Justice, 3/8 V. Sargsyan street, 0010, Yerevan

##### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Matthias Schmidl, Deputy Head of the Austrian Data Protection Authority, Hohenstaufengasse 3  
1010 Wien

##### **AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Farid Gurbanli, Head Legal advisor of the Legal Provision Office of The State Security Service, Parliament avenue 14, Baku

**BELGIUM / BELGIQUE**

Ketsia Malengreaux, Attachée, SPF Justice, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service des droits de l'Homme – Protection de la vie privée, 5-8 Avenue de la Porte de Hal, 1060 Bruxelles

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, 35 Rue de la presse, 1000 Bruxelles

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZEGOVINE**

Nedžmija Kukričar, Expert Advisor for inspection supervision at Personal Data Protection Agency in Bosnia and Herzegovina, Vilsonovo šetalište street, No.10.

**BULGARIA / BULGARIE (apologised / excusé)**

**CROATIA / CROATIE**

Maja Peran, Personal Data Protection Agency, Martićeva 14, 10000 Zagreb, Croatia

**CYPRUS / CHYPRE**

Maria Michaelidou, Office of the Commissioner for Personal Data Protection, P.O. Box 23378, 1682 Nicosia

**CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

**DENMARK / DANEMARK**

Nanna Østerrøgdild Bødker, Head of Section, Danish Ministry of Justice, Data Protection Division, Slotsholmsgade 10, DK-1216 Copenhagen K

**ESTONIA / ESTONIE**

Kaja Puusepp, Development Director, Data Protection Inspectorate for Data Privacy and Freedom of Information, Väike-Ameerika 19, 10129 Tallinn

**FINLAND / FINLANDE**

Leena Vettenranta, Senior Specialist (Data Protection), Ministry of Justice, PO Box 25, FI-00023

**FRANCE**

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

**GEORGIE / GEORGIA**

Tamar Kaldani, Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Uwe Wusterhausen, Data Protection Unit (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Alt-Moabit 140, D-10557 Berlin

Paul Gaitzsch, Federal Ministry of the Interior

Heiko Haupt, Federal Data Protection Agency

**GREECE / GRECE**

Evangelos Papakonstantinou, Lawyer, Hellenic Ministry of Justice, Leoforos Mesogeion 96, Athens,

**HUNGARY / HONGRIE**

Attila Péterfalvi, President, National Authority for Data Protection and Freedom of Information H-1125 Budapest, Szilágyi Erzsébet fasor 22/C

**ICELAND / ISLANDE**

Helga Sigrídur Thorhallsdóttir, Legal expert, Data Protection Authority, Raudararstigur Nr 10, 105 Reykjavík

**IRELAND / IRLANDE**

Noreen Walsh, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square Redmond's Hill, Dublin 2

**ITALY / ITALIE**

Alessandra Pierucci, (Chair/Présidente), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

**LATVIA / LETTONIE (apologised / excusé)**

**LIECHTENSTEIN (apologised / excusé)**

**LITHUANIA / LITUANIE**

Aušra Špakauskienė, Chief Specialist of Law Division, State Data Protection Inspectorate of the Republic of Lithuania

**LUXEMBOURG**

Gérard Lommel, (Second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

**MALTA / MALTE**

Ingrid Camilleri, B.A., LL.D., Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner, Airways House, Second Floor, High Street, Sliema SLM 1549

**MAURITIUS / MAURICE (apologised / excusé)**

**MONACO**

Corinne Laforest de Minotty, Inspection générale de l'administration, Chef de l'Inspection Générale de l'Administration, Ministère d'Etat - Place de la Visitation, 98000 Monaco

**MONTENEGRO (apologised / excusé)**

**NETHERLANDS / PAYS-BAS (apologised / excusé)**

**NORWAY / NORVEGE**

Jon Lunde, Higher Executive Officer, Norwegian Ministry of Justice and Public Security

**POLAND / POLOGNE**

Urszula Góral, Director of the Social Education and International Cooperation Department, Bureau of the Inspector General for Personal Data Protection, ul. Stawki 2, 00-193 Warszawa

**PORTUGAL**

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA** Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova, 48 Serghei Lazo street, MD-2004 Chisinau

**ROMANIA / ROUMANIE (apologised / excusé)**

**RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Konstantin Kosorukov, Head of Division, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Anton Koldin – Head of Division of Co-operation with Foreign States, Department of International Co-operation, Ministry of Communications of the Russian Federation

Elena Donchenko – Deputy Head of Division of Registry of Operators of Personal Data, Federal Service for Supervision in the Sphere of Telecom, Information Technologies and Mass Communications

Maria Yukhno, Third Secretary, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Anton Markovskiy, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

**SAN MARINO / SAINT MARIN (apologised / excusé)**

**SENEGAL**

Mamoudou Niane, Directeur des Affaires Juridiques et de la Coopération de la CDP  
34, Mermos VDN, Dakar

**SERBIA/SERBIE (apologised / excusé)**

**SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE**

Miroslava Benediková, Director of the Department of International Affairs, Office for Personal Data Protection of the Slovak Republic, Hraničná 12, 820 07 Bratislava 27

**SLOVENIA / SLOVENIE (apologised / excusé)**

**SPAIN / ESPAGNE**

Ramón Novo Cabrera, State Attorney, Agency for Data Protection of Spain, C/ Jorge Juan, 6, 28001 Madrid, C/Jorge Juan, 6, 28001-Madrid

**SWEDEN / SUEDE**

Manne Heimer, Legal Adviser, Division for Constitutional Law Ministry of Justice, Regeringskansliet SE-103 33 Stockholm

**SWITZERLAND / SUISSE**

Jean-Philippe Walter, (first Vice-Chair / premier Vice-président), Préposé fédéral suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Feldeggweg 1, 3003 Berne

**“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »**

Igor Kuzevski, Secretary General, Directorate for Personal Data Protection, Goce Delcev 18, 1000 Skopje

**TURKEY / TURQUIE**

Abdullah Ömeroğlu, Rapporteur Judge, Mustafa Kemal Mah. 2151. Cad., No: 34/A 06520, Söğütözü-Ankara

**UKRAINE**

Olena Smirnova, Deputy Head of the Secretariat of the Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights, Office of the Commissioner for Human Rights, 21/8, Instytutska str., 01008 Kiev

Iryna Bisyk, acting Head of the Department for personal data protection

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Olufemi Animashaun, Senior Policy Advisor, EU and International Data Protection Policy, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

## **URUGUAY**

Laura Nahabetián Brunet, Data Protection Unit, Citizens Rights Manager at E-government Agency  
Andes N° 1365 7th floor

## **OBSERVERS / OBSERVATEURS**

### **FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)**

Jean-Philippe Walter, Chair / Président, Association francophone des autorités de protection des données personnelles, 8 rue Vivienne CS 30223, 75083 Paris Cedex 2

### **ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)**

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

### **EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE**

Lukasz Rozanski, DG Justice Unit C4, Rue de la Loi 200, 1049 Brussels

### **EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ) (apologised / excusé)**

### **INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC) / CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE (CIC)**

Jacques Beglinger, Attorney-at-law, D.E.S.S., Member of the Executive Committee, Swiss Holdings, Federation of Industrial and Service Groups in Switzerland – Bern

### **INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC / CICR)**

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

### **INTERPOL**

Karkala Smaragda, Associate Legal Officer, Data Protection Office, Interpol General Secretariat, 200 Quai Charles de Gaulle, 69006 Lyon, France

### **JAPAN**

Naoko ITO-NAKAIMA, Deputy Director for International Affairs, Secretariat Personal Information Protection Commission, Kasumigaseki Common Gate, West Tower 32F, 3-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku Tokyo 100013

Shun Kitagawa, Consul, Consulate-General of Japan in Strasbourg, "Bureaux Europe" 20 Place des Halles 67000 Strasbourg

### **MEXICO / MEXIQUE**

Santiago Oñate Laborde, Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

María Noemí Hernández Téllez, Observateur Permanent Adjoint du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

Lorena Alvarado Quezada, Adjointe à l'Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

### **PHILIPPINES**

Raymund E. Liboro, Privacy Commissioner, National Privacy Commission, Republic of the Philippines

Damian Domingo O. Mapa, Deputy Commissioner, National Privacy Commission, Republic of the Philippines

**REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIQUE DE COREE**

Kiseok Kim, Director, Privacy Protection Cooperation Team, Consumer Policy Bureau  
Korea Communications Commission (KCC), Building #2, 47 Gwanmun-ro, Gwacheon-si,  
Gyeonggi-do, 13809

Jeongsoo Lee, Deputy Director, Privacy Protection Cooperation Team, Consumer Policy Bureau  
Korea Communications Commission, Building #2, 47 Gwanmun-ro, Gwacheon-si, Gyeonggi-do, 13809

Jaesuk Yun, Manager, Personal Information Cooperation Team, Personal Information Protection Division  
Korea Internet & Security Agency, IT Venture Tower, 135, Jundae-ro, Sonpa-gu, Seoul, 05717

Hyekyung Kang, Manager of Data Breach Investigation Team

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

**MOROCCO / MAROC**

Lahoussine Aniss, Secrétaire Général de la Commission Nationale de contrôle de la protection des  
données à Caractère Personnel (CNDP), Imm. Les patios, bd Annakhil, 3e étage,  
Hay Riad Rabat

**TUNISIA / TUNISIE**

Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles,  
1, rue Mohamed Moalla, 1002, Tunis

Mohamed Trabelsi, Consul, Consulat de Tunisie, 6 Rue Schiller, 67000 Strasbourg, France

Hamida Zabidi, Consulat de Tunisie, 6 Rue Schiller, 67000 Strasbourg, France

**EXPERTS SCIENTIFIQUES / SCIENTIFIC EXPERTS**

David Allen, Consultant

Jeanne Bossi-Malafosse, Consultant / Consultante

**COUNCIL OF EUROPE BODIES / ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Office of the Commissioner for Human Rights /  
Bureau du Commissaire aux droits de l'homme**

Kurnik-Maricle Aleksandra, Advisor / Conseillère, Division I.

Mignot Leila, trainee / stagiaire, Division I.

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /  
Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

**Bioethics / Bioéthique**

Laurence Lwoff, Secretary of DH-BIO / Secrétaire du DH-BIO

**SECRETARIAT**

**Information Society Department / Service de la société de l'information**

Penninckx Patrick, Head of Department / Chef de Service

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant, Media and Internet Division, Directorate General Human Rights and Rule of Law

**Data Protection Unit / Unité de la protection des données**

Sophie Kwasny, Secretary of Committee of Convention 108 / Secrétaire du Comité de la Convention 108

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Anne-Sophie Gantchoula, trainee, stagiaire

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Gillian Wakenhut

Katia di Stefano

DidierJungling